

# MUTUELLE MHN MALAKOFF HUMANIS NATIONALE

Renouvellement 2020 du tiers sortant du Conseil d'administration

Dossier de candidature aux fonctions d'administrateur



## MHN, MALAKOFF HUMANIS NATIONALE Renouvellement 2020 du tiers sortant du Conseil d'administration

### Candidature aux fonctions d'administrateur

Merci de vous présenter succinctement ci-dessous et de préciser les raisons de votre candidature.

Si votre candidature est recevable, ce document figurera au dossier de l'Assemblée générale du 2 juillet 2020, communiqué à l'ensemble des délégués, en vue de l'élection.

NOM PRENOM:

Les informations sont collectées et traitées par l'organisme du groupe Malakoff Humanis, responsable de traitement, pour lequel vous êtes candidat aux fonctions d'administrateur. Elles sont nécessaires à l'exécution des obligations légales en termes de gouvernance des organismes du groupe : elles visent à réaliser une évaluation de l'adéquation de la personne nommée au regard des critères d'honorabilité, de compétence et de connaissances, d'expérience et de disponibilité. Conformément au règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD), le responsable de traitement limite la collecte des données personnelles aux seules informations nécessaires aux finalités visées ci-avant. La fourniture des informations demandées présente un caractère obligatoire et le défaut de réponse ne permet pas l'examen du dossier. Ces informations sont destinées aux membres habilités du personnel du responsable de traitement ainsi qu'à l'ACPR, aux fédérations AGIRC ARRCO, au CTIP, à l'IGAS, à l'URSSAF, à l'administration fiscale et à la Cour des comptes. Elles sont conservées pendant une durée de 5 ans à compter du terme du mandat. Conformément au RGPD, les personnes dont les données ont été collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et, sous certaines conditions, d'effacement et de limitation. Ces droits peuvent être exercés par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 9. En tout état de cause, les personnes physiques peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

#### **DECLARATION DE NON CONDAMNATION**

Je soussigné(e)		
Né(e) le		
à		
Fils (Fille) de (nom et prénoms du père) :		
Et de (nom de jeune fille et prénoms de la mère) :		
demeurant		
Certifie ne pas avoir fait l'objet de condamnations visées	au I de l'article L.114-21 du	Code de la Mutualité
	Le	à
	Signature	

Les informations sont collectées et traitées par l'organisme du groupe Malakoff Humanis, responsable de traitement, pour lequel vous exercez votre mandat d'administrateur. Elles sont nécessaires à l'exécution des obligations légales en termes de gouvernance des organismes du groupe : elles visent à réaliser une évaluation de l'adéquation de la personne nommée ou renouvelée, au regard des critères d'honorabilité, de compétence et de connaissances, d'expérience et de disponibilité.

Conformément au règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD), le responsable de traitement limite la collecte des données personnelles aux seules informations nécessaires aux finalités visées ci-avant. La fourniture des informations demandées présente un caractère obligatoire et le défaut de réponse ne permet pas l'examen du dossier. Ces informations sont destinées aux membres habilités du personnel du responsable de traitement ainsi qu'à l'ACPR, aux fédérations AGIRC ARRCO, au CTIP, à l'IGAS, à l'URSSAF, à l'administration fiscale et à la Cour des comptes. Elles sont conservées pendant une durée de 5 ans à compter du terme du mandat.

Conformément au RGPD, les personnes dont les données ont été collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et, sous certaines conditions, d'effacement et de limitation. Ces droits peuvent être exercés par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 9.

En tout état de cause, les personnes physiques peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.



## **Fiche Candidat**

Date ://					
ETAT CIVIL					
NOM Prénom :		Nom de jeune fille :			
- Date de naissance [jj/mm/aaaa] :					
Lieu de naissance et n° du dpt. :			Nationalité :		
(pour Paris et Lyon, indiquer l'arrondissement)					
	ADRES	SSE			
Adresse de correspondance privilégiés	e: Adresse personnelle		☐ Adress	se professionnelle	
Adresse personnelle :	e personnelle : Adresse mail :				
N° et Voie :				@	
Complément :		Télépl	none:		
CP: VILLE:		Mobile	obile :		
Adresse professionnelle :					
Raison sociale :		Direction	on/Service :		
N° et Voie :		Adresse mail			
Complément :					· · ·
CP: VILLE:		Télépl	éléphone :		
		Mobile	2:		
	SITUATION	ACTUE	LLE		
☐ Actif	☐ Retraité ☐ Inscrit Pôle Emploi		ôle Emploi		
Profession (actuelle ou dernière profe	ession):				
Entreprise (actuelle ou dernier employ	yeur):				
Adresse de l'entreprise :					
		N°SIRET¹:			
		<sup>1</sup> le n° siret de l'employeur figure sur le bulletin de salaire			
	DEHORS DU GROUPE MALAK ES AU SEIN D'ORGANISMES			(MERCI D'ECRIR	E EN CAPITALES)
Dénomination de l'entité <sup>i</sup>	Fonction <sup>ii</sup>	14010	Forme juridique <sup>iii</sup>	Date de début de mandat [jj/mm/aaaa]	Date de fin de mandat [jj/mm/aaaa]

	MANDATS EXER	CES AU SEIN DU GROUPE MA	ALAKOFF HUMANIS	
		PATION DANS LE CAPITAL D		
Dénomination sociale	Forme juridique <sup>iii</sup>	Fonction	% de participation au capital	% droits de vote
		FORMATIONS ET EXPERIENC	CES	
Profession(s) exercée(s) sur dernières années d'activité e ou à l'étranger	les 10 en France			
Diplômes obtenus				
Eventuelles formations ou es acquises en matière de marc l'assurance et de marchés fir de stratégie d'entreprise et l économique, de système de gouvernance, d'analyse final actuarielle, d'exigences légis réglementaires applicables à l'entreprise au cours des 10 années	chés de nanciers, e modèle ncière et latives et			
Ancienneté dans la fonction d'administration d'un organis d'assurance	sme			

#### **DECLARATION D'INTERETS / CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Conflit d'intérêts: Tout administrateur a l'obligation de faire part au conseil d'administration de toute situation de conflit d'intérêts, même potentiel, entre lui et l'institution ou le groupe auquel l'institution appartient. Il informe le conseil d'administration de la conclusion de toute convention avec l'institution ou avec toute personne morale à laquelle l'institution a déléqué tout ou partie de sa gestion et il doit s'abstenir de participer au vote par le conseil des délibérations correspondantes. 1. Liens familiaux Avez-vous des liens familiaux avec un dirigeant de l'une des entités du Groupe ? OUI 🗆 NON □ Avez-vous des liens familiaux avec une personne employée actuellement ou par le passé par le cabinet ayant vérifié les comptes de l'une des entités du groupe au cours des cing dernières années, ou ayant personnellement participé à son audit OUI 🗆 NON Si la réponse est « Oui », veuillez préciser ci-dessous l'identité et la fonction de chaque personne concernée par de tels liens familiaux, ainsi que la nature de ces liens : 2. Relations avec les partenaires commerciaux de l'une des entités du Groupe Entretenez-vous ou avez-vous entretenu un lien professionnel ou commercial avec: - des partenaires commerciaux de l'une des entités du Groupe : OUI 🗆 NON □ - des fournisseurs de biens ou de services de l'une des entités du Groupe : OUI 🗆 NON □ Si la réponse est OUI, veuillez décrire brièvement la nature de ces relations : Si dans le cadre de ces relations, une (des) convention(s) a ou ont été conclue(s), veuillez apporter les précisions cidessous: Qualité détenue à titre Nom et adresse de la personne Nature et objet de la Caractéristiques de la convention morale et n° Siren ou Siret personnel dans la personne convention morale contractante (1)

- (1) Qualité détenue : propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance
- (2) Les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, toutes autres indications permettant d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de(s) convention(s)

3. Relations avec les commissaires aux comptes de l'une des entités du Groupe
Etes-vous ou avez-vous été salarié ou actionnaire d'un cabinet d'audit ayant vérifié les comptes de l'une des entités du groupe au cours des cinq dernières années.
OUI  NON
4. Opérations et litiges impliquant une entité du Groupe
Etes-vous ou avez-vous été impliqué(e) directement ou indirectement dans une (des) procédure(s) engagée(s) à l'encontre d'une entité du groupe ?
OUI □ NON □
Si la réponse est OUI, veuillez décrire brièvement le litige :
5. Prêts personnels et garanties
Vous-mêmes et/ou toute personne qui vous serait liée détenez-vous ou avez-vous reçu un avantage financier (un prêt, hors prêt d'action sociale, une extension de crédit ou une garantie sous la forme d'un crédit) accordé par l'une des entités dans laquelle vous détenez un mandat ?
Si la réponse est OUI, veuillez décrire brièvement la nature du conflit d'intérêt :
Avantage financier
Nom de l'entité concernée
Appartient à vous-même ou à une personne dont vous seriez liée (conjoint, concubin, enfant et autres)
6. Avantages personnels
Vous-même et/ou tout membre de votre famille proche/directe auriez-vous bénéficié d'avantages personnels de la part de tiers en contrepartie d'une rémunération ou d'une promesse de rémunération directe ou indirecte de ces tiers, à l'occasion d'une éventuelle opération entre lesdits tiers et l'une des entités du Groupe ?
OUI  NON
Si la réponse est « Oui », veuillez en expliquer brièvement les raisons et circonstances :
7. Autres situations de conflits d'intérêts
Veuillez décrire également toute autre situation (y compris contentieux ou litige en cours) dont vous auriez connaissance qui induirait un conflit d'intérêt avec l'une des entités du groupe.

Je prends acte que les conventions réglementées sont soumises à l'autorisation préalable du consei d'administration et m'engage à déclarer à la Direction des Instances Politiques, <u>avant conclusion</u> , toute(s convention(s) dans laquelle (lesquelles) je suis directement ou indirectement intéressé(e).				
Signature				
Les informations sont collectées et traitées par l'organisme du groupe Malakoff Humanis, responsable de traitement, pour lequel vou êtes candidat aux fonctions d'administrateur. Elles sont nécessaires à l'exécution des obligations légales en termes de gouvernance de organismes du groupe : elles visent à réaliser une évaluation de l'adéquation de la personne nommée au regard des critère d'honorabilité, de compétence et de connaissances, d'expérience et de disponibilité.				
Conformément au règlement général sur la protection des données n°2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD), le responsable de traitemen limite la collecte des données personnelles aux seules informations nécessaires aux finalités visées ci-avant. La fourniture des information demandées présente un caractère obligatoire et le défaut de réponse ne permet pas l'examen du dossier. Ces informations sont destinée aux membres habilités du personnel du responsable de traitement ainsi qu'à l'ACPR, aux fédérations AGIRC ARRCO, au CTIP, à l'IGAS à l'URSSAF, à l'administration fiscale et à la Cour des comptes. Elles sont conservées pendant une durée de 5 ans à compter du terme du mandat.				
Conformément au RGPD, les personnes dont les données ont été collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et, sous certaines conditions, d'effacement et de limitation. Ces droits peuvent être exercés par email à dpo@malakoffhumanis.com ou par courrier à Malakoff Humanis, Pôle Informatique et Libertés, 21 rue Laffitte 75317 Paris Cedex 9. En tout état de cause, les personnes physiques peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) à l'adresse suivante : 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.				
<sup>1</sup> Par « entité », il faut entendre société, institution de prévoyance, institution de retraite complémentaire, mutuelles, union d'institution de prévoyance, d'institutions de retraite complémentaire ou de mutuelles, groupement d'intérêts économiques, association, etc.				
ii Directeur général, directeur général délégué, Dirigeant Opérationnel, membre du conseil de surveillance ou du directoire, administrateur président ou vice-président du conseil d'administration ou du conseil de surveillance, représentant permanent d'une personne moral (administrateur ou membre du conseil de surveillance), gérant, président de société par actions simplifiée (SAS), autre dirigeant de SAS				
Forme juridique : société civile (SC), société à responsabilité limitée (SARL), société anonyme (SA), société par actions simplifiée (SAS, société en nom collectif (SNC), société en commandite par actions (SCA), société en commandite simple (SCS). Pour les SNC et SCA nous vous remercions de préciser si vous êtes associé commandité ou associé commanditaire.				
MHN, Malakoff Humanis Nationale, mutuelle régie par les dispositions du Livre II du Code de la Mutualité, inscrite au répertoire SIRENE sous le numéro SIREN 339 358 681, ayant son siège social au 21 rue Laffitte, 75009 Paris				

I